



Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA

ONUSIDA

HCR • UNICEF • PAM • PNUD • UNFPA • ONUDC
OIT • UNESCO • OMS • BANQUE MONDIALE

Discours

**Programme commun des
Nations Unies sur le VIH/SIDA
12ème réunion du
Conseil de Coordination du Programme (CCP)**

29 mai 2002

**Discours de
Peter Piot
Directeur exécutif de l'ONUSIDA**

Monsieur le Ministre, collègues et amis,

Bonjour à toutes et à tous, et bienvenue ici à cette douzième réunion du CCP.

Comment ne pas revenir sur une année que l'on peut qualifier de capitale, tant les événements qui l'ont marquée portent à croire aujourd'hui, pour la première fois, que la riposte sera [un jour] à la mesure de l'épidémie mondiale de VIH.

L'ONUSIDA, manifestement, opère aujourd'hui dans un contexte très différent, par rapport à il y a six ans. Et il est juste de dire que nous avons été l'un des grands architectes de ce nouveau paysage. Mon exposé décrira comment nous faisons face à la nouvelle réalité de la riposte au SIDA. Je ne vais pas refaire la description des réalisations du Programme au cours de l'exercice écoulé - tout figure déjà en détail dans mon rapport.

2001 aura été une année charnière dans la jeune histoire de l'épidémie de SIDA, annonçant peut-être la "fin du début". Quatre virages ont été pris.

Premièrement: un peu partout à travers le monde, l'engagement politique dans la lutte contre le SIDA n'a jamais atteint ce niveau. Présidents et Premiers Ministres se sont engagés personnellement. Au sein des Nations Unies, l'impulsion est de plus en plus donnée par le Secrétaire Général Kofi Aman. Aujourd'hui, lorsque les dirigeants politiques et autres se réunissent, le SIDA est à l'ordre du jour - qu'il s'agisse des réunions du G8, du Forum économique mondial, de CARICOM, de l'ANASE, de l'Organisation des Etats Américains (OEA) et de la nouvelle Union de l'Afrique.

A la dernière réunion du CCP, on procédait aux derniers préparatifs de la Session extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur le SIDA. Cette Session a eu un retentissement phénoménal. Avec la Déclaration d'Engagement, le monde dispose désormais d'un point de référence, d'un énoncé de principes et d'aspirations, et d'un guide d'action. Mais par-dessus tout, en fixant des objectifs mondiaux mesurables, la Déclaration permet à l'action contre le SIDA de passer du stade du plaidoyer à celui de la responsabilité par rapport à ces objectifs de résultats.

A la récente Session extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur les enfants, dont notre Coparrainant l'UNICEF a assumé le secrétariat, l'impact du SIDA sur les enfants a été au centre des débats, et le document issu de cette réunion a repris tous les buts et objectifs de résultats énoncés dans la Déclaration d'engagement sur le SIDA.

Deuxièmement: nous avons la preuve empirique qu'il est possible d'inverser le cours de l'épidémie de VIH à l'échelle nationale.

Au Brésil, la mortalité liée au SIDA a diminué de moitié, grâce à l'exercice d'un droit constitutionnel d'accès aux traitements antirétroviraux; et ceci ne s'est pas fait au détriment de la prévention: en effet, la prévalence du VIH a baissé au sein de plusieurs populations. Le Cambodge, à peine sorti d'un conflit, s'est attaqué résolument à la menace du VIH, et la prévalence a chuté. En Zambie, une action centrée sur les jeunes a généré un changement de comportement et les taux de VIH sont en train de baisser. Ces succès remportés viennent s'ajouter aux points que marquent régulièrement l'Ouganda et la Thaïlande contre l'épidémie.

Troisièmement: les acteurs engagés dans la lutte sont plus nombreux que jamais. Il faut bien sûr évoquer les chefs d'Etat et de Gouvernement qui ont mis leur autorité personnelle au service des actions nationales contre le SIDA. Et il y a aussi l'engagement des entreprises, des instances religieuses, des associations de

jeunes, du monde du spectacle, de la société civile - en partie - et de divers secteurs gouvernementaux.

La force du maillage et d'une organisation efficace entre les personnes vivant avec le VIH s'affirme de plus en plus. Par exemple, à l'occasion de ma participation à la conférence nationale des personnes vivant avec le VIH en Ukraine il y a quelques mois, j'ai vu un mouvement qui ne se faisait pas entendre seulement dans le pays, mais qui avait également participé à l'UNGASS et qui assumait une représentation maîtresse de la société civile dans les consultations de la Communauté des Etats Indépendants sur le Fonds mondial.

Quatrièmement: une réalité s'est enfin imposée, à savoir que pour lutter efficacement contre le SIDA, il faut beaucoup, vraiment beaucoup de ressources.

Il y a seulement quatre ans, les dépenses engagées au niveau international pour contrer le SIDA en Afrique se montaient à 165 millions de dollars. Cette année, elles dépasseront le milliard de dollars.

Le total des dépenses pour contrer le SIDA dans les pays à revenus bas et moyens dépassera cette année les 2 milliards de dollars. Ce montant inclut les dépenses prévues par les gouvernements nationaux, nettement plus élevées dans certains pays à revenus moyens. Et il inclut également les dépenses bilatérales et multilatérales - le Programme plurinational de lutte contre le SIDA (PPS) en Afrique, créé par la Banque mondiale, est dans sa deuxième phase. Et un PPS pour les Caraïbes a été créé. Les Fondations dépensent plus, en particulier la Fondation Bill et Melinda Gates.

A cela vient s'ajouter le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le paludisme. Les montants qui lui ont été versés pour sa première année ont le potentiel pour susciter une augmentation de 50% des dépenses des pays à revenus bas et moyens dans la lutte contre le SIDA. Je vous en dirai plus sur ce Fonds un peu plus tard.

Malheureusement, ce qui n'a pas changé fondamentalement, c'est la progression incessante, apparemment implacable, de l'épidémie de SIDA. Vous avez pris connaissance des chiffres déprimants consignés dans mon rapport. Et toujours cette stigmatisation, et ce déni, rattachés au SIDA, encore dans de nombreuses communautés.

Il faut être clair: nous ne sommes qu'au début de l'épidémie de SIDA. Ces vingt premières années de l'histoire d'une épidémie ne donnent qu'un aperçu de ce qui nous attend. Même dans les pays les plus durement touchés, le SIDA continue de surprendre, avec les nouvelles pointes actuellement constatées au niveau de la prévalence. L'épidémie procède par vagues successives, l'une prenant appui sur l'autre. Dans la plupart des régions du monde, seules les premières vagues ont pris forme. Cette réalité sera illustrée par les nouvelles estimations, pays par pays, qu'annonceront le 2 juillet le Secrétariat de l'ONUSIDA et l'OMS, en vue de la Conférence internationale sur le SIDA, qui aura lieu à Barcelone.

Au début de l'exercice, nous savions ce qu'il fallait pour réussir : un plus grand élan politique, des ripostes pays plus fortes, du réalisme par rapport au volume phénoménal de ressources nécessaires pour faire front, et un engagement bien plus massif au sein des gouvernements, du monde de l'entreprise, des syndicats, des institutions sociales et religieuses.

Comment avons-nous réagi?

Permettez-moi de vous donner mon classement des cinq grandes réalisations de

ces deux dernières années:

1. La Déclaration d'Engagement unanime de l'UNGASS, avec des buts et des objectifs de résultats réellement pertinents, et fondés sur le Cadre stratégique mondial approuvé par le CCP.
2. Les engagements de ressources au niveau international - sept fois plus de fonds pour la lutte contre le SIDA en Afrique; et création du Fonds mondial de Lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme.
3. Un nombre multiplié par trois de plans stratégiques nationaux sur le SIDA et de commissions ou conseils nationaux de haut niveau sur le SIDA.
4. une réduction importante des prix des médicaments anti-SIDA dans les pays en développement.
5. Le SIDA au premier rang des préoccupations des Nations unies, à commencer par l'engagement personnel du Secrétaire Général, mais également un seul et unique plan stratégique des Nations Unies, ainsi que le budget-plan de travail intégré de l'ONUSIDA - reflet d'une mobilisation majeure des Organismes Coparrainants.

Et ce n'est là qu'un début.

Il faut tirer parti de cet effet d'impulsion généré au cours de l'exercice écoulé.

Le contexte mondial du SIDA se modifiant, cinq tâches fondamentales s'imposent à l'ONUSIDA

D'abord, surveiller le chemin parcouru vers la réalisation des buts de la Déclaration d'Engagement.

L'élaboration d'indicateurs - point à l'ordre du jour de cette réunion - pour suivre l'avancement des travaux qui permettront de réaliser des objectifs de résultats acceptés à l'échelle mondiale, constitue l'une de nos tâches principales. Nous ferons campagne pour atteindre les buts de la Déclaration, sachant que les progrès doivent aussi intervenir par le biais des initiatives régionales. En Afrique, par exemple, nous travaillerons complètement sous l'égide du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique.

La seconde tâche pour l'ONUSIDA consistera à aider les pays à développer le potentiel nécessaire pour élargir nettement l'action contre le SIDA. Des faits positifs vont aider - les ressources augmentent considérablement, l'action des gouvernements se fait plus ferme, et la société civile est plus active et se fait entendre davantage. Dans le cadre de l'évaluation du niveau de préparation programmatique que le Dr Brundland et moi avons présentée à la veille de la première réunion du Conseil du Fonds mondial, nous avons constaté que la planification dans le domaine du SIDA était bien développée dans 93 pays sur les 114 évalués. Mais comme le montre mon rapport à la réunion d'aujourd'hui, il y a seulement 63 plans qui ont été chiffrés et 39 qui contiennent une composante suivi et évaluation.

Ceci étant, une riposte qui se veut durable va devoir surmonter plusieurs obstacles critiques. Très peu de pays et très peu d'agences de développement - y compris le système des Nations Unies - disposent des ressources humaines suffisantes pour mettre en œuvre l'élargissement des activités SIDA. Au sein du système des Nations Unies, nous avons entrepris une initiative au niveau institutionnel pour tenter de remédier à ce problème, trop énorme pour qu'une organisation puisse à elle seule le régler ; aussi continuerons nous à rechercher des collaborations - à la prochaine conférence internationale sur le SIDA, l'USAID ainsi que les US Centres for Disease

Control et l'ONUSIDA soulèveront cette question. Trouver des solutions appelle une inspiration extérieure.

Egalement, notre capacité collective de soutien technique n'est tout simplement pas à la mesure des besoins actuels des pays et communautés, et sa qualité est souvent inégale - les experts techniques ne manquent pourtant pas! Je pense nous pouvons bâtir un potentiel de ressources techniques qui soit meilleur et plus efficient en unissant les forces: celles du système des Nations Unies, des entités bilatérales, des organisations non gouvernementales, et du Fonds mondial. J'entamerai des discussions afin de trouver comment progresser plus rapidement.

La coordination et la cohérence sont encore plus essentielles lorsque le volume des ressources disponibles augmente et que le nombre des acteurs s'accroît rapidement - la locomotive de l'action multisectorielle prenant de la vitesse, un mécanicien est plus que jamais nécessaire. En conséquence, nous intensifierons l'appui aux commissions nationales et aux conseils nationaux sur le SIDA. Leur extension a été importante, mais souvent insuffisamment liée aux processus clés pour le développement - de la réforme du secteur public aux stratégies de réduction de la pauvreté, leurs attributions par rapport aux ministères ont souvent été source de confusion et de conflit, et ces commissions et conseils ont souvent été bloqués par une aptitude limitée à relier les stratégies et les financement.

L'obstacle décisif à l'élargissement peut être franchi en créant une passerelle reliant à la société civile - au peuple. C'est le peuple qui exige un plus grand contrôle social, et son engagement est une condition sine qua non de la mise à niveau et de l'élargissement de la base des ressources. Les personnes vivant avec le VIH constituent un atout maître. Mais notre attention doit également se tourner vers ceux qui participent le moins souvent - les chefs religieux, les organisations sociales clés telles que le mouvement des femmes et les syndicats, et les entreprises. Par son dynamisme sous Bill Roedy de MTV, et sous l'Ambassadeur Richard Holbrooke aujourd'hui, le Conseil mondial des Entreprises sur le SIDA nous a largement " payés " de l'appui que nous lui avons fourni.

Le troisième point capital pour l'ONUSIDA au cours de l'exercice consiste dans la mobilisation des ressources. Deux ans auparavant, nous avons pour la première fois fait l'inventaire des besoins en ressources au niveau mondial. L'estimation de 7 à 10 milliards de dollars que nous avons produite alors avait été largement acceptée en tant que point de repère. Aujourd'hui, nous sommes à moins d'un tiers du chemin vers la réalisation de cet objectif.

Pour l'atteindre, il nous faut une augmentation d'environ 50% des fonds, toutes sources confondues, au cours de cette année et des trois prochaines années. Ce n'est pas impossible. Nous l'atteindrons cette année. Mais chacun doit assumer son rôle - les gouvernements nationaux, même les plus pauvres, les donateurs internationaux, les Fondations, les entreprises et les banques multilatérales.

Pour réaliser ces augmentations, il va falloir une grande campagne dans les pays riches, suivant le modèle de la Campagne du Jubilé 2000 en faveur de l'annulation de la dette. Les objectifs en matière de ressources pour le SIDA ne sauraient être dissociés des travaux d'ensemble visant à créer un volume accru d'aide au développement de plus en plus efficace, comme promis à la conférence de Monterrey sur le financement pour le développement. Tout comme les objectifs en matière de SIDA font partie intégrante des objectifs de développement du Millénaire, la collecte de fonds pour la lutte contre le SIDA doit faire partie intégrante de la campagne du Millénaire en faveur du développement actuellement en préparation.

Le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme est le tout nouveau canal de financement. Nous avons beaucoup investi dans sa création et

ses premiers mois d'existence, et pour soutenir les projets de pays à sa première table ronde. Avec les programmes plurinationaux de lutte contre le SIDA, créés par la Banque mondiale, ce Fonds constitue enfin un instrument de financement qui peut nous payer de nos années d'investissement dans la planification stratégique et dans la promotion d'une action multisectorielle contre le SIDA. Pour cela, il est essentiel que nous ayons une bonne interaction, bien productive. Comme le déclarait le rapport d'évaluation intitulé "Faire reculer le Paludisme", il y a là un mariage naturel et fructueux à faire.

En fait j'ai le sentiment que ce Fonds incite l'ONUSIDA à mieux travailler! A cet effet, nous concentrerons notre appui sur quatre axes.

- Premièrement, l'examen technique. L'intention est que l'ONUSIDA constitue une ressource majeure pour les processus d'examen technique du Fonds, encore que cela ne se soit pas vraiment concrétiser lors de la première série d'examens.
- Deuxièmement, l'appui aux pays pour la préparation des projets et leur mise en œuvre, sous forme de conseils sur la meilleure façon de procéder et d'appui technique.
- Troisièmement, le suivi de l'impact des ressources du Fonds et l'appui à l'évaluation, devant faire partie intégrante du processus de décaissements.
- Quatrièmement, le suivi de l'allocation des ressources mondiales, de sorte que le Fonds soit à la hauteur de la promesse qu'il représente, à savoir que ses ressources viennent s'ajouter aux efforts existants.

Certaines de ces tâches s'ajoutent à celles dont nous nous acquittons actuellement, mais leur bénéfice potentiel est énorme, en ce sens qu'elles peuvent également susciter des engagements de fonds supplémentaires pour la lutte contre le SIDA. Je voudrais par conséquent demander au Conseil de nous autoriser à allouer des ressources supplémentaires pour assumer notre rôle, et aux donateurs de continuer à investir dans des structures telles que l'ONUSIDA dont le rapport au Fonds est symbiotique.

La promesse du Fonds mondial réside dans le fait qu'il travaille de concert avec les initiatives de développement en général. Si tel n'est pas le cas, le Fonds mondial risque de se dissocier des meilleures pratiques et d'être pris comme un retour aux approches verticales, s'articulant autour de projets, d'aide au développement.

Je suis très heureux que Richard Feachem, Directeur exécutif du Fonds mondial, ait accepté notre invitation à s'exprimer devant le Conseil demain après-midi.

Pour finir, concernant les ressources, le Secrétariat a effectué un travail majeur de suivi des ressources, consistant notamment à vérifier que les fonds nouveaux pour la lutte contre le SIDA et transitant par le Fonds mondial viennent vraiment s'ajouter aux efforts existants. Des progrès ont été faits durant l'année, mais je n'aurais jamais imaginé que ce soit si difficile de garantir la cohérence et la précision.

La quatrième tâche fondamentale pour l'ONUSIDA au cours de l'exercice consiste à fournir l'information stratégique et des conseils en matière de politique.

Le Secrétariat de l'ONUSIDA poursuivra le travail d'inventaire et de diffusion des meilleures pratiques, en collaboration avec les Organismes Coparrainants. Mais plus que cela, nous intensifierons nos efforts pour affiner la base de preuves en vue de guider l'action et de procéder à une allocation de ressources plus stratégique. Ceci nécessitera des prévisions épidémiologiques et une modélisation des interventions, une appréciation des résultats et des effets, une analyse économique, une analyse sur les droits de la personne humaine et la sexospécificité, un suivi et une

cartographie des ripostes pays, et un travail de suivi et d'évaluation des réalisations des programmes. Par exemple, un système d'information sur les ripostes pays (CRIS) sera en place dans 20 pays avant la fin de cette année.

Ce sont là quelques-uns des secteurs programmatiques qui nécessitent d'urgence des principes directeurs. La riposte du secteur de l'éducation au SIDA est essentielle - priorité de l'UNESCO, de la Banque mondiale et de l'UNICEF. De même, le SIDA a eu des effets désastreux sur le développement rural, alors que les ripostes au sein du monde de l'agriculture sont essentielles pour le tonus des communautés. Là nous collaborons avec l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture, le FIDA et le Programme alimentaire mondial, afin de concevoir des approches pratiques pour contrer le SIDA dans le secteur agricole.

Deux priorités continuent de s'imposer: développer ET la prévention, ET les soins.

L'enjeu dans le domaine de la prévention consiste à travailler à plus grande échelle et à offrir un leadership plus solide - sans pour autant exclure les traitements, comme pourraient le laisser entendre des études simplistes et trompeuses sur le rapport coût/efficacité des activités. Parce qu'une prévention efficace associe plusieurs méthodes de prévention différentes, il est nécessaire de mieux analyser le lien entre ces méthodes. Après vingt années d'épidémie de SIDA, l'accès aux produits de prévention qui peuvent sauver la vie demeure visiblement insuffisant, et là dans le système des Nations Unies, nous avons le FNUAP qui dirige le travail d'approvisionnement en préservatifs. Et le centrage sur les jeunes doit demeurer une priorité, quel que soit le stade de l'épidémie.

La mise en place à grande échelle du traitement de l'infection à VIH et des soins demeure probablement notre défi le plus difficile à relever. Dans certaines sphères, c'est encore apparemment un sujet de débat, malgré l'approbation sans ambiguïté de la Déclaration d'Engagement sur le SIDA.

Il est temps de tirer les enseignements de notre expérience encore trop limitée de deux années de travail pour accélérer l'accès au traitement de l'infection à VIH et aux soins. Il y a eu des progrès tangibles : au niveau des prix - des antirétroviraux génériques et de marque - avec l'inclusion d'antirétroviraux sur la liste de médicaments essentiels de l'OMS, et la production par l'OMS, pour le compte de l'ONUSIDA, d'un guide technique du traitement de l'infection à VIH dans les endroits où les ressources sont limitées. Mais néanmoins, l'impact au regard de la seule mesure qui compte vraiment - des cas de maladie évités et des vies sauvées - a été en dessous de nos espérances. Le système des Nations Unies va devoir fournir des principes directeurs plus explicites, en particulier en matière de mise en place du traitement, de financement, de solution aux questions d'égalité, et d'établissement de normes communautaires pour les soins.

La cinquième et dernière tâche fondamentale pour l'ONUSIDA au cours de l'exercice a trait à la responsabilité.

La Déclaration d'Engagement sur le SIDA dresse le nouveau décor de la responsabilité par rapport aux objectifs de résultats. Elle devrait susciter l'acceptation plus large d'un ensemble type d'indicateurs pour les programmes de lutte contre le SIDA et d'instruments de plus en plus normalisés pour mesurer ces indicateurs.

Le Budget-Plan de travail intégré pour 2000-2003 prévoit, vous vous en souviendrez sûrement, l'accueil par la Banque mondiale d'une unité de suivi et d'évaluation, pour le compte de l'ONUSIDA. A l'origine, cette tâche était principalement reliée au Programme plurinational de lutte contre le SIDA.

Mais aujourd'hui, avec l'élargissement des ressources et le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme, notre capacité de suivi et d'évaluation doit être largement développée, appelant la participation accrue de tous les Organismes Coparrainants, de l'USAID et, je l'espère, d'autres donateurs. Nous déploierons au total plus de 20 fonctionnaires techniques au niveau mondial, dans les régions et dans certains pays, afin de suivre la mise en œuvre des plans stratégiques nationaux et de renforcer la capacité d'évaluation programmatique. En outre, nous investirons davantage dans la formation des conseillers ONUSIDA de programme dans les pays en matière de suivi et d'évaluation.

Un impératif: réduire la charge de travail en matière de suivi et d'évaluation, pesant sur les pays à faible capacité. Avec la multiplication du nombre des partenaires et les exigences parfois inopportunes des donateurs, le manque de moyens pour répondre aux besoins en matière de suivi risque fort d'empêcher de marquer des points contre l'épidémie. Nous devons nous appliquer à éviter cela.

Ce sont là les cinq défis clés pour l'ONUSIDA: suivre les résultats obtenus par rapport aux objectifs de la Déclaration d'Engagement, aider les pays à développer leurs activités à grande échelle, mobiliser des ressources, fournir l'information stratégique et promouvoir la responsabilité.

Avant de terminer, permettez-moi de mentionner brièvement les derniers faits marquants intervenus au sein de l'ONUSIDA et de décrire leurs implications pour ce Conseil.

L'Organisation internationale du Travail nous a rejoints officiellement en octobre. Son incorporation à l'ONUSIDA élargit considérablement notre portée dans le monde du travail, et offre une garantie supplémentaire de l'engagement des employés et des employeurs dans la riposte.

Au cours de l'exercice, nos Organismes Coparrainants ont assumé des responsabilités nettement plus substantielles. Je suis particulièrement heureux que Mme Thoraya Obaid, Directeur exécutif du FNUAP, ait pu se joindre à nous à l'occasion de cette réunion du Conseil. Elle a assuré un leadership solide au Comité des Organismes Coparrainants (COC), tout comme Carol Bellamy durant la première moitié de l'exercice. Mme Thoraya Obaid vous présentera ici, plus tard, un rapport plus complet sur les activités des Coparrainants.

Le concept de Budget-Plan de travail intégré a démontré toute sa valeur au cours de cet exercice. Ce document constitue bien plus qu'un outil bureaucratique, il représente une innovation au service de la transparence et de la responsabilité. Il vous sert, il sert nos parties prenantes, et il sert la cause de la collecte de fonds, en présentant en même temps nos objectifs collectifs et individuels, et les apports et réalisations pour atteindre ces objectifs.

Au cours de l'exercice 2000-20001, ont été transférés du Secrétariat aux Coparrainants environ 110 millions de dollars provenant du budget de base et d'autres sources, et notamment le Partenariat international contre le SIDA en Afrique et le Fond d'Accélération programmatique. Comme vous l'avez approuvé l'année dernière, pour cet exercice la proportion de budget de base pour les Coparrainants s'élèvera à 34% du total du budget-plan de travail intégré d'un montant de 190 millions de dollars.

Si la capacité de lutte contre le VIH s'accroît peu à peu au sein des organismes coparrainants, les problèmes de cohérence politique et programmatique et de complémentarité institutionnelle prennent de la densité. Tout comme une action multisectorielle dans un pays a besoin d'un barreur/d'un pilote et d'un champion,

pouvant seulement être aussi solide que ce qui peut être mobilisé et disponible au sein de chaque secteur, eh bien, la riposte des Nations Unies au SIDA va nécessiter un renforcement à la fois des Organismes Coparrainants et du Secrétariat.

En octobre l'année dernière, le Comité des Organismes coparrainants a désigné des organismes coordonnateurs pour les travaux de fond dans un certain nombre de domaines clés. Pour la première fois, il y a accord sans ambiguïté sur la répartition des responsabilités.

De son côté, le Secrétariat renforce ses fonctions de base dans six domaines :

- Le plaidoyer
- la coordination au sein du système des Nations Unies, et le suivi de l'exercice
- des responsabilités incombant aux Coparrainants
- la mobilisation et le suivi des ressources
- l'information stratégique et les guides sur les politiques et les meilleures pratiques
- le suivi de l'épidémie et de la riposte
- le suivi et l'évaluation des réalisations

Une clarification similaire des rôles s'impose pour l'ONUSIDA à l'échelon pays. Il y a des progrès très nets dans notre travail, mais de nombreux groupes thématiques des Nations Unies sur le VIH/SIDA ont encore un long chemin à parcourir avant d'arriver à une planification intégrée, à un travail de suivi et d'évaluation intégré, à une action allant dans le sens des priorités nationales, et à une vision davantage tournée vers l'extérieur, et notamment vers la société civile.

Nos partenaires reconnaissent aujourd'hui que le personnel du Secrétariat de l'ONUSIDA à l'échelon pays joue un rôle clé d'interlocuteur entre les gouvernements, le système des Nations Unies et d'autres partenaires. Toutefois, les exigences qui pèsent sur le conseiller ONUSIDA de programme dans les pays sont souvent irréalistes, voire contradictoires ou ambiguës, et de simples unités professionnelles ne suffisent pas. La vraie question est de donner aux CPP les moyens d'action appropriés. Malgré la décision du COC, selon laquelle les CCP seraient membres des équipes des Nations Unies dans les pays, ils ne sont encore que 60% à l'être. Leur intégration dans ces équipes devient d'autant plus urgente que les CCP sont investis d'une tâche primordiale de suivi des progrès faits vers la réalisation des objectifs de résultat fixés dans la Déclaration d'Engagement sur le SIDA.

A l'occasion de cette réunion, j'attends vos directives concernant toutes ces questions. Comme je l'ai indiqué, l'ONUSIDA est face à un environnement mondial très nouveau. J'ai besoin de votre soutien et de votre guidage pour tracer le chemin de l'ONUSIDA à travers ces nouvelles contrées, de sorte que nous puissions tirer parti au maximum de nos opportunités et assumer notre mandat de leader. Dans l'immédiat, notre tâche la plus pressante est de développer nos liens avec le Fonds mondial pour le plus grand bien des milliers de communautés qui se battent avec courage contre le SIDA.

2002 sera une autre année décisive dans notre brève existence, et la prochaine fois que le Conseil se réunira en décembre, nous aurons sous nos yeux les résultats de l'évaluation sur cinq ans. J'attends ces résultats avec intérêt et avec une certaine impatience, car ils nous permettront d'être mieux armés pour les années à venir. J'ai également besoin de vos idées pour la conception du prochain Budget-Plan de

Travail intégré 2004-2005 - et permettez-moi de vous exprimer aujourd'hui mon souhait d'aller plus loin dans la budgétisation articulée autour des résultats.

Enfin, votre engagement sera déterminant pour réunir les 190 millions de dollars du budget-plan de travail intégré de cet exercice. Vous avez approuvé ce budget, et maintenant nous avons besoin de vous pour l'assumer. L'année dernière, obtenir un tel montant a pu être considéré comme un but ambitieux. Mais le Conseil avait bien anticipé - dans le contexte actuel eu égard aux ressources, ce but semble tout à fait réaliste.

Dans un mois, 15 000 chercheurs, activistes et décideurs seront réunis à Barcelone pour la Conférence internationale sur le SIDA. J'ai bien l'intention, au milieu de toutes les voix qui chercheront à se faire entendre à l'occasion de ce grand rassemblement, de faire valoir que l'ONUSIDA représente la voix de l'action raisonnée, réfléchie, contre l'épidémie mondiale. Nos actions peuvent faire la différence et elles la feront - à commencer par une offensive sans concessions contre le fléau de la stigmatisation - thème pour cette année de la Campagne mondiale contre le SIDA.

Merci de votre soutien.